



La nouvelle dynamique kurde

Conférence du 13-14 novembre 2013

En partenariat avec l'Institut du Monde Arabe

Synthèse Journée Ifri

Institut Français des Relations Internationales
27, rue de la Procession, 75740 Paris cedex 15
Téléphone 33-(0)1 40 61 60 60 / Fax 33-(0)1 40 61 60 60

Liste des intervenants de la journée du 13 novembre 2013 par ordre d'apparition

François Zabbal, rédacteur en chef de *Qantara*

Dorothee Schmid, responsable du département « Turquie contemporaine » à l'Ifri

Thomas Gomart, directeur du développement stratégique à l'Ifri

Bernard Kouchner, ancien ministre des Affaires étrangères

Jean-Christophe Ploquin, rédacteur en chef adjoint, *La Croix*

Kadri Gürsel, chroniqueur au quotidien *Milliyet*

Michiel Leezenberg, Université de Leide

Abbas Valt, Boğaziçi University

Clément Therme, Université de Genève

Marc Semo, rédacteur en chef « monde », *Libération*

Arthur Quesnay, Université Paris I

Denise Natali, National Defense University

Gareth Winrow, Oxford University

Ofra Bengio, Tel Aviv University

Falah Mustafa Bakir, ministre, chef du département des Relations extérieures du

gouvernement régional du Kurdistan irakien

La nouvelle dynamique kurde marque-t-elle la fin de l'ordre issu
des accords Sykes-Picot ?

*« L'histoire politique est sans aucune mémoire, c'est l'amnésie permanente. Mais si on connaît un peu
l'histoire des Kurdes, il y a une détermination qui n'a jamais cessé. »*

Bernard Kouchner, Ifri, 13 novembre 2013

Avec une population qui oscille selon les estimations entre vingt-cinq et quarante millions d'habitants, une langue qui connaît plusieurs déclinaisons régionales et une zone de peuplement qui s'étendrait sur plus de 520 000 km², sans compter une diaspora active en Europe, les Kurdes forment aujourd'hui la plus grande nation sans État au monde. Souvent marginalisé par la réflexion internationale, le peuple kurde suscite à la fois intérêt et inquiétude, entre la séduction d'une histoire riche et une tradition de guérilla qui renforce la complexité des enjeux au Moyen-Orient. Étudier la situation des Kurdes, c'est avant tout comprendre les imbrications de processus économiques, politiques et sociétaux complexes, à cheval sur plusieurs États plus ou moins stables : la Turquie, la Syrie, l'Iran, l'Irak.

La dernière décennie marque une dynamique nouvelle dans cette partie instable du Moyen-Orient. Vecteurs de changements, les Kurdes se sont placés au devant de la scène internationale. Le Kurdistan irakien, région *de facto* autonome du reste de l'Irak depuis 1991, et reconnue officiellement dans la Constitution irakienne de 2005, tend à devenir un acteur énergétique incontournable. De surcroît, la crise syrienne a fait émerger depuis 2011 de nouveaux groupes minoritaires armés, dont les Kurdes du Parti de l'Union démocratique (PYD), soutenus par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la branche armée kurde de Turquie. Enfin, l'enlèvement du parti au pouvoir en Turquie, le Parti de la justice et du développement (AKP), et l'imminence des échéances électorales successives de

2014-2015, ont encouragé le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan à amorcer un processus de paix avec le PKK, qui affronte l'armée turque depuis 1984.

Ces phénomènes concomitants pourraient bien remettre en question l'ordre issu des Accords Sykes-Picot. En effet, en 1916, alors que la bataille des Dardanelles remet à l'ordre du jour la revendication russe sur Constantinople et le partage de l'Empire Ottoman, les diplomates français François George-Picot et l'anglais Mark Sykes actent la délimitation de l'Arabie britannique et de la Syrie française. Le dépeçage de « l'homme malade de l'Europe » commençait, annonçant dès lors un profond bouleversement du Moyen-Orient. Aujourd'hui, les nouvelles dynamiques régionales consacrent la nation kurde comme un acteur politique incontournable de cette zone géographique. Un acteur dont la force est transversale, mais qui remet aussi en cause le fonctionnement interne de chacun des Etats concernés. En effet, la poussée kurde révèle aussi « l'importance extrêmement forte que prend la question minoritaire, les questions communautaires dans l'ensemble des sociétés du Moyen-Orient et la recomposition éventuelle des pactes sociaux dans toutes ces sociétés, sous l'influence de poussées internes et de crises géopolitiques externes » explique Dorothee Schmid, responsable du département Turquie contemporaine à l'Ifri.

Faut-il dans ces conditions considérer le facteur kurde comme un paramètre de stabilisation du Moyen-Orient ? Le « Tarot noir »¹ d'un Moyen-Orient en crise pourrait-il devenir le nouveau modèle de réussite ? C'est pour mettre en lumière cette nouvelle dynamique kurde et en discuter les différents éléments que l'Institut Français des Relations Internationales s'est associé pour la première fois à l'Institut du Monde Arabe en organisant un colloque de deux jours, les 13 et 14 novembre 2013.

Partie I : Les Kurdes face aux Etats : entre oppression et stratégies d'autonomisation

Nation sans Etat, peuple sans droits, la population kurde a été plus ou moins acceptée, intégrée, voire assimilée de force, suivant les pays où elle se trouvait. Les rapports des Kurdes avec les Etats oscillent ainsi entre oppression et stratégie d'autonomisation.

¹ D'après l'expression de Philippe Boulanger, « Les Kurdes, tarot noir du Proche-Orient », *Études*, 2001/1 Tome 394, p. 19-28.

- *La fédération irakienne en équilibre instable*

Après une guerre meurtrière Irak-Iran et un soulèvement kurde durement réprimé sous le régime de Saddam Hussein, les Kurdes d'Irak ont gagné leur autonomie vis-à-vis de Bagdad à la faveur de l'intervention américaine de 2003. Ils ont instauré un État de droit dans le Nord de l'Irak, reconnu sous le nom de Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK). Brisant le tabou turc du toponyme (le terme « Kurdistan » est interdit en Turquie) et tournant le dos à l'instabilité chronique du reste du pays, la région du Kurdistan d'Irak apparaît aujourd'hui comme un proto-État réussi, fort d'une économie florissante et de sa visibilité internationale.

Des difficultés persistent cependant. La première, fondamentale, est celle des rivalités internes entre les clans kurdes. Les différends entre les deux personnages emblématiques du Kurdistan irakien, à savoir Massoud Barzani et Jalal Talabani, se cristallisent dans les deux principaux partis irakiens, le PDK (le Parti démocratique du Kurdistan) et l'UPK (l'Union patriotique du Kurdistan), qui se sont affrontés dans une guerre civile ayant fait plus de 3000 morts depuis 1994. Le premier, fils de Mustapha Barzani, figure historique de la révolte des Kurdes irakiens, est président du Kurdistan irakien depuis les élections libres de mai 1992 qui établirent une scission entre le nord de l'Irak dirigé par le PDK et le sud, dominé par l'UPK, le second est président de la République d'Irak depuis 2005. L'accord de Washington signé en septembre 1998 par les deux belligérants prévoyait la création d'un gouvernement et d'un Parlement intérimaires au Kurdistan irakien ; pourtant, les divergences persistent, notamment autour de la normalisation du statut des villes de leurs régions respectives et de la répartition des ressources financières. Pour Michiel Leezenberg, de nouveaux « axes » se sont formés autour de cette rivalité, avec d'un côté M. Barzani, la Turquie et les Etats-Unis, et, de l'autre, M. Talabani, Bagdad, la Syrie et le PKK. Même si ces rivalités faiblissent depuis la disparition de M. Talabani comme acteur fort et emblématique du débat politique irakien, l'opposition persiste entre l'Etat central et la région autonome. De plus, les événements qui bouleversent la Syrie depuis 2011 ont donné naissance à une nouvelle rivalité entre les barzanistes et la branche indépendantiste kurde de Turquie, le PKK. Enfin, la dernière rivalité, à ne pas sous-estimer, est inter-générationnelle. La génération qui peuple aujourd'hui le Kurdistan irakien n'a jamais vécu sous la dictature baasiste et la tradition léniniste n'apparaît à leurs yeux que comme une expérience du gouvernement du Kurdistan irakien. L'idéologie nationaliste traditionnelle, avec le culte des martyrs, la notion de sacrifices et de devoirs, ainsi que la lutte armée, ne correspond plus au contexte dans lequel ils évoluent. Cet affaiblissement de l'idéologie et ce changement démographique constituent, sans nul doute, la rupture la plus profonde dans la population kurde d'Irak.

- *Les Kurdes dans la crise syrienne*

La crise syrienne constitue depuis mars 2011 une opportunité pour les Kurdes de Turquie et de Syrie. Forts d'une position idéale à la frontière syro-turque, au nord du pays, la communauté kurde pourrait être le grand gagnant de cette révolution sanglante pour la démocratie devenue une véritable guerre pour le contrôle du territoire syrien, où groupuscules intégristes et étrangers tentent de s'approprier une part des dépouilles. Selon Abbas Valt, « cette crise nationale est déterminée par des forces régionales ». Les Kurdes n'y sont certes pas étrangers.

Comme l'explique Arthur Quesnay, trois conditions ont permis aux guérillas kurdes de tenir le terrain entre la ville d'Afrin et la zone transfrontalière avec l'Irak : l'extraction des ressources en hydrocarbures, le renforcement du gouvernement régional du Kurdistan soutenu par la communauté internationale, et la réimplantation du PKK au Nord de la Syrie. L'histoire qui lie le PKK à la Syrie est longue et compliquée. Ils se sont rapprochés dès 1979, pour faire face à leur adversaire commun de l'époque : l'Etat turc, avec laquelle la Syrie a de nombreux contentieux (projet GAP², annexion par les Turcs de la province du Hatay, soutien turc à Israël). Alors que le fondateur et leader charismatique du PKK, Abdullah Öcalan, avait ordonné la fin des combats le 1^{er} septembre 1998 afin de permettre des négociations diplomatiques avec la Turquie, celui-ci avait dû fuir les foudres d'Ankara pour se réfugier en Grèce, en Russie, en Italie. Accusée d'abriter le chef de la guérilla kurde, Damas attira la colère de son voisin, avant la capture d'Öcalan au Kenya en février 1999. Aujourd'hui, la révolution syrienne modifie brutalement le rapport des forces, et la guérilla kurde de Turquie en profite pour revenir s'implanter en Syrie soutenir les activistes du PYD (Parti de l'Union démocratique, branche syrienne du PKK). Très vite, le rapprochement PKK-PYD met en place une « sanctuarisation » du territoire où les autres partis kurdes syriens sont marginalisés.

L'enjeu initial s'est donc transformé pour les Kurdes de Syrie. Alors qu'ils étaient parmi les premiers à manifester dans les rues d'Alep en 2011, le retour des partis politiques dans l'orbite du PKK anéantit cette mobilisation initiale. Stigmatisés comme antirévolutionnaires et proches du régime de Damas, les Kurdes syriens non-adhérents au PKK ou au PYD rejoignent l'Armée syrienne libre, consacrant *de facto* une segmentation non voulue entre Kurdes, Kurdes autonomistes, brigades djihadistes et le reste de la population syrienne. La conclusion d'Arthur Quesnay est sans appel : « De très intégrés dans la révolution, les Kurdes syriens ont perdu le monopole de cet engagement au profit d'un parti militarisé dans la région qui embrase davantage le conflit initial et le sectarise. »

² Le GAP ou le Projet d'Anatolie du Sud-Est est un projet ambitieux d'aménagement du sud-est anatolien par l'irrigation d'1,7 million d'hectares de terres arides à partir de vingt-deux barrages construits sur les bassins versants du Tigre et de l'Euphrate, réduisant de 22km³ le débit de ces deux fleuves qui traversent la Turquie, la Syrie et l'Irak.

- *Les aléas du processus de paix turco-kurde*

A priori, les Kurdes de Turquie sont formellement engagés dans un processus de paix avec le gouvernement en perte de vitesse de Recep Tayyip Erdoğan. Mais si depuis l'annonce de ce dialogue daté de mars 2013 les affrontements ont cessé, le processus paraît au point mort. Dès le commencement, dénonce le journaliste Kadri Gürsel, « le socle des modalités du processus était mal établi ». Le mouvement kurde guidé par le PKK réclamait les droits fondamentaux d'une minorité reconnue, à savoir le droit d'enseigner en langue maternelle, la baisse du seuil de représentation électorale actuellement fixé à 10%, la libération des détenus du KCK (Groupe de société Kurdistan, branche politique du PKK) ainsi que d'entre 5 et 7 000 activistes membres du parti légal du BDP (Parti pour la paix et la démocratie), l'amélioration des conditions d'incarcération du leader historique Abdullah Öcalan, et l'extension des limites de la liberté d'expression en Turquie. Le gouvernement turc a certes obtenu un cessez-le-feu avec l'élément armé du PKK, mais il n'a pas répondu à ce jour aux revendications fondamentales des Kurdes. « Là commence le problème. Alors que les Kurdes réclament la réciprocité, l'AKP promeut la conditionnalité » s'insurge le journaliste. Öcalan, interlocuteur non officiel numéro 1 des pourparlers, a demandé des contacts avec les délégués du BDP et les hauts représentants du renseignement turc, les journalistes et les intellectuels, pour former un groupe de notables mixte Etat/PKK, qui tiendrait le rôle d'arbitre. Le leader effectif du PKK en liberté, Cemil Bayık, a déclaré suspendre le retrait de ses hommes du territoire turc afin de faire pression sur le gouvernement. Mais ce dernier ne réagit pas, bien conscient que les Kurdes ne peuvent reprendre les armes en vue des échéances électorales de 2014-2015 (élections locales, législatives et présidentielles), alors même que la popularité du PKK est en hausse. Ainsi, malgré l'annonce du paquet dit de « démocratisation » par Erdoğan le 30 septembre 2013, les négociations semblent, plus que jamais, au point mort.

- *Les Kurdes iraniens : entre intégration et revendications ethniques*

Enfin, malgré une représentation importante des Kurdes dans le paysage iranien, à hauteur de 10% (ils seraient environ 8 millions), cette population est très largement marginalisée et retranchée en périphérie sur le territoire. Pour Clément Therme, la « question kurde n'est pas le marqueur démocratique de l'autoritarisme iranien. » A majorité sunnite dans un pays où l'islam chiite duodécimain est religion d'Etat et pratiquée par 89% de la population, les Kurdes d'Iran ne sont pas considérés comme minorité dès lors qu'ils n'appartiennent pas à l'une des trois « religions révélées » officiellement reconnues par la Constitution et qui jouissent de représentants au Parlement à savoir, les

chrétiens, les juifs et les zoroastriens. Le conflit qui ravage la Syrie pourrait peut-être améliorer le sort de cette minorité kurde dans l'ombre de l'Iran.

Cet état des lieux de la question kurde et de ses mouvements, à travers les différents territoires investis, confirme que malgré une actualité brûlante et un contexte géopolitique favorable à leur désir d'autonomie les rivalités internes des Kurdes apparaissent comme encore trop profondes pour être rapidement résorbées. Le caractère transnational des dynamiques kurdes peut-il cependant être paramètre unificateur, voire pacificateur, d'un Moyen-Orient en crise ?

Partie II: Les effets régionaux et internationaux de la dynamique kurde

Facteur d'incertitude et d'instabilité, les Kurdes ont longtemps incarné la face obscure du Moyen-Orient. Les bouleversements en cours semblent désormais favoriser l'émergence de cette population marginalisée comme acteur structurant sur la scène régionale : les Kurdes sont devenus des interlocuteurs incontournables.

- *Les Kurdes, nouvelle puissance énergétique ?*

La consolidation du Kurdistan irakien représente un espoir sans précédent pour cette population sans terre depuis le traité de Lausanne³. Autonome sous l'égide de l'Etat fédéral d'Irak et reconnu officiellement dans la Constitution irakienne de 2005, le Gouvernement régional du Kurdistan-Irak possède le meilleur atout pour peser sur le paysage régional : les hydrocarbures.

Selon Gareth Winrow, la région produirait actuellement 300 000 barils de pétrole par jour, suffisants pour combler les besoins domestiques, avec l'ambition d'exporter un million de barils par jour en 2015 et deux millions en 2020. Les réserves de gaz suffisent à alimenter la région kurde d'Irak en électricité et les prévisions sont là encore très prometteuses. Ces ressources sont un enjeu de taille pour peser sur l'échiquier régional. Les différends se cristallisent de ce fait entre Erbil, capitale du GRK, et Bagdad, capitale de l'Etat fédéral irakien, autour du développement de nouveaux gisements

³ Créé à la suite du traité de Sèvres, le traité de Lausanne, signé le 24 juillet 1923, instituait une Arménie indépendante dans le nord-est de l'actuelle Turquie, un Kurdistan autonome dans le sud-est et cédait la Thrace orientale et la région de Smyrne au Royaume de Grèce. Aujourd'hui encore, les revendications indépendantistes kurdes invoquent souvent le traité de Lausanne, supposé garantir un Etat au peuple kurde qui se dit « oublié » par les puissances étrangères.

de pétrole, de la signature de contrats avec l'extérieur et du partage des recettes. La plupart des contentieux entre les deux capitales sont liés à l'interprétation de la Constitution irakienne et à la gestion des gisements de pétrole et de gaz qui n'existaient pas lors de la rédaction de la Constitution en 2005. Depuis 2009, Bagdad a autorisé le Gouvernement régional du Kurdistan à exporter le pétrole des gisements de Tak Tak par l'oléoduc Kirkuk/Ceyhan, qui relie l'Irak à la Turquie moyennant une répartition de la recette de ces exports à hauteur de 17% pour le GRK et de 83% pour Bagdad. Mais l'arrangement a pris fin en 2012, Erbil ne recevant que 10.6% ou 10.8% des recettes concernées par l'accord, Bagdad ne pouvant plus supporter les charges des compagnies pétrolières impliquées. De façon officieuse, le GRK exportait en réalité du pétrole vers la Turquie par camions plutôt que *via* l'oléoduc, diminuant les frais de transport, les revenus de Bagdad et évinçant progressivement l'Etat irakien de l'alliance énergétique en formation entre les Kurdes et une Turquie soucieuse de se libérer de sa dépendance énergétique envers la Russie et l'Iran. La Turquie souhaite diversifier ses sources d'importation de gaz afin de réduire ses dépenses, alors que ses besoins en hydrocarbures augmentent et que la croissance de son économie ralentit tendanciellement. Elle caresse dans le même temps le projet de devenir un carrefour du transit énergétique régional. Son alliance avec la région du Kurdistan d'Irak et l'Azerbaïdjan suggère la possibilité de construire sur son territoire un second oléoduc, qui pourrait acheminer différents types de pétrole, plus lourds, à hauteur d'un million de barils par jour et qui serait directement connecté à l'oléoduc Kirkuk/Ceyhan. Des négociations sont en cours afin de construire un nouveau gazoduc capable de transiter dix milliards de mètre cube par an, depuis l'Iran jusqu'en Turquie. De plus, un nouveau gazoduc devrait être construit depuis Mardin, au Sud-Est de la Turquie jusqu'à la frontière irakienne côté kurde. L'ensemble du paysage énergétique de la région en serait transformé.

- *Les Kurdes vus par les puissances extérieures*

Les Kurdes dans la stratégie régionale américaine

D'un point de vue diplomatique, les Kurdes semblent également avoir réussi à s'imposer sur la scène internationale. Dans la stratégie régionale américaine, les Kurdes ont fait l'objet de plusieurs approches successives, que Denise Natali de la *National Defense University* propose de séquencer en trois périodes : 1945-1991, l'après 1991 et l'après « Printemps arabes ».

La période 1945-1991 est marquée par un contexte de guerre froide. La politique américaine était alors en recherche d'alliés au Moyen-Orient et tolérait les régimes nationalistes autoritaires arabes, leur vendant parfois des armes - ce fut le cas avec Saddam Hussein. La Turquie, membre de l'OTAN et

allié déterminant des Etats-Unis, était alors considérée comme le pilier démocratique de la région et les Kurdes de Turquie perçus comme communistes, ou, tout du moins, héritiers d'une gauche radicale que craignaient les États-Unis.

L'année 1991 marque de ce point de vue un véritable tournant dans l'approche américaine de la nation kurde : la chute de l'Empire soviétique laisse place à une vague démocratique sans précédent. Les mouvements indépendantistes d'Europe centrale font souffler un vent d'humanitarisme et d'interventionnisme libéral qui pousse les Etats-Unis à s'immiscer dans la Guerre du Golfe, afin de protéger la population kurde des exactions du régime de Saddam Hussein. Malgré la tenue d'élections pour un gouvernement régional du Kurdistan en 1992, les Kurdes d'Irak étaient toujours englobés dans une politique irakienne, et l'idée même d'une région autonome du Kurdistan faisait frémir les diplomates américains.

Mais depuis la chute du régime de Saddam Hussein et l'effervescence des révolutions arabes, la perception même de la communauté kurde par le Département d'Etat a changé. Le renversement des principaux *leaders* autoritaires a bouleversé l'approche politique de la région et la façon d'envisager le régime étatique. Le soutien de la population kurde aux Américains lors de la « Guerre contre la Terreur » en Irak a permis l'émergence d'une « question kurde » à Washington. Les Kurdes demeurent cependant une source d'inquiétude : « certains décideurs américains envisagent désormais les Kurdes sous l'angle de l'affaiblissement des Etats et des conséquences que cela peut avoir pour la sécurité américaine », affirme Denise Natali. En effet, le renforcement de ce groupe en tant qu'acteur régional a modifié les rapports de force et les alliances ; leur émergence comme acteur énergétique pousse désormais les observateurs américains à considérer les Kurdes comme une menace sécuritaire. La politique américaine en Syrie le confirme. Les Etats-Unis n'interviendront sans doute jamais en Syrie mais continuent à défendre leurs deux principaux alliés, la Turquie et le gouvernement régional irakien. L'entêtement du PYD à ne pas rejoindre le Conseil National Syrien en choisissant d'être représenté indépendamment au Conseil de Genève II a signé l'arrêt du soutien américain envers la branche armée syrienne kurde.

Israël et les Kurdes : même histoire, mêmes aspirations.

Adoptant une posture originale, Ofra Bengio expose les similitudes historiques et conjoncturelles entre le peuple kurde et le peuple juif. Ces deux nations limitées démographiquement, avec seulement 15 millions de Juifs et 30 à 34 millions de Kurdes, ont une histoire commune qui a

sans doute commencé en 1958 avec le vieil adage de « l'ennemi de mon ennemi est mon ami », quand Israël, allié avec le Shah d'Iran, arma et entraîna les Kurdes du Nord de l'Irak pour les aider dans leur lutte contre le gouvernement de Bagdad. En 1967, lors de la Guerre des Six jours, les Kurdes se révoltent contre le gouvernement irakien afin de l'empêcher de participer activement à la guerre contre Israël ; dans les années 1970, ils aident les Juifs irakiens à fuir le régime autoritaire de Saddam Hussein. Jusqu'à aujourd'hui, « Les Kurdes israéliens ou les juifs kurdes ont été la passerelle entre les Kurdes et le gouvernement israélien. »

Malgré tout, ni les Kurdes, ni les Israéliens n'ont jamais défini officiellement la relation entre ces deux nations en raison de la sensibilité de ce sujet et de la force des théories complotistes. Avec les Kurdes de Turquie, la règle était plutôt : « l'ami de mon ennemi est mon ennemi » : le PKK était l'ami de la Syrie et de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), et Israël était l'ami de la Turquie. Le gouvernement turc à longterm fait pression afin qu'Israël qualifie le PKK d'organisation terroriste. Les réticences d'Israël furent vaincues en 1997, lorsque le Premier Ministre Netanyahu déclara qu'Israël soutenait la Turquie dans sa lutte contre le terrorisme et a ajouté qu'Israël ne ferait pas la paix avec la Syrie tant que celle-ci supportait le terrorisme kurde. Aujourd'hui, le PKK reste persuadé de l'aide apportée par Israël pour la capture de son leader charismatique Öcalan de même que les dix drones Heron livrés par Israël à la Turquie sont considérés comme une tentative pour espionner le PKK. Les relations diffèrent donc d'une communauté kurde à une autre mais la nouvelle puissance régionale qu'est le Kurdistan d'Irak semble être la meilleure option pour Israël. En mai 2006 au Koweït, le Président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, aurait répondu lors d'une question sur les relations kurdo-israéliennes que « ce n'est pas un crime d'avoir des relations avec Israël. Si Bagdad peut établir des relations diplomatiques avec Israël, nous pouvons ouvrir un consulat israélien à Erbil. »

Divisés mais efficaces, les Kurdes ont su se mettre au devant de la scène régionale et devenir un acteur régional essentiel. Les réserves énergétiques du Gouvernement autonome kurde d'Irak et l'intérêt nouveau qu'elles suscitent chez des partenaires comme les Etats-Unis ont permis aux Kurdes de transformer l'histoire à leur avantage, en devenant une nation de plus en plus reconnue et écoutée. Dorothee Schmid le souligne : « les Kurdes ne sont pas les oubliés de la carte, bien au contraire. »

Partie III : Le Kurdistan irakien, émergence d'un proto-Etat ?

« Lorsque certains groupes kurdes, nationaux ou pas, sont plus avancés que le reste de la communauté, il faut analyser la communauté à partir de ce groupe avancé », explique Bernard Kouchner. De fait, malgré des débuts difficiles, cette démocratie en construction qu'est le Kurdistan irakien est bien souvent perçue comme un facteur de stabilité dans une région ébranlée par les ravages de guerres successives et marquée par un kaléidoscope de minorités. A ce jour, le Kurdistan d'Irak incarne la concrétisation d'une politique nationale unifiée, et une tentative de construction démocratique après des années de lutte politique dans le bastion irakien. Aujourd'hui encore, le compromis d'une région autonome dans un Etat irakien fédéral fait office de modèle. Îlot de stabilité sans égal au Moyen-Orient, le Kurdistan irakien est un lieu de refuge et un exemple pour le traitement des minorités.

Comme le souligne le ministre Falah Mustafa Bakir, Chef du Département des relations extérieures du GRK, sept femmes ont été élues démocratiquement au Parlement du Kurdistan irakien en 1992 et les droits des minorités sont protégés dans la Constitution. 12 000 familles chrétiennes ont fui le régime de Saddam Hussein pour se réfugier dans la région autonome du Kurdistan ; 35 000 familles chiites et sunnites, et 50 000 réfugiés syriens ainsi que de nombreux Kurdes de Syrie, d'Iran et de Turquie sont venus vivre en paix dans ce nouveau Kurdistan.

Malgré une démocratie lacunaire et encore balbutiante, 27 pays sont représentés diplomatiquement au Kurdistan et 14 bureaux du Gouvernement régional kurde ont été ouverts à l'étranger, dont un à Paris. D'un point de vue économique, tous les indicateurs révèlent une économie prospère avec une croissance à 8% en 2012 et à 10% en 2013, un taux de chômage compris entre 6 et 8%, un taux de pauvreté inférieur à 4% contre 20% pour le reste de l'Irak, selon les chiffres des Nations Unies.

Mais si le Kurdistan irakien apparaît aujourd'hui comme l'exemple d'un Etat-nation en devenir, les Kurdes de Syrie ne sont pas en reste. La mainmise du PKK sur le bastion syrien du PYD a permis à ce groupuscule armé de s'organiser autour de la frontière turco-syrienne en profitant d'une situation chaotique de non-droit dans cette région délaissée au profit des Kurdes par l'armée de Bachar

Al-Assad. Le 12 novembre 2013, Mohammed Saleh Muslim, le *leader* du PYD, a annoncé que le Kurdistan syrien, aussi appelé « Kurdistan-Occidental », disposait de sa propre administration autonome. S'il ne s'agit pas encore de mettre en place un gouvernement à proprement parler, il n'en reste pas moins qu'une Assemblée constituante de 82 membres serait chargée de préparer un gouvernement intérimaire. Les trois provinces autonomes (Kobani, Afrin et Qamishli) qui composent cette région disposent d'une assemblée locale, d'une administration ainsi que de représentants élu au sein d'un gouvernement provisoire régional ; le but n'est pas de faire sécession mais d'imposer un système fédéral en Syrie.

Même si le PYD est considérée par la Coalition nationale syrienne (CNS) comme une « formation hostile à la révolution syrienne », selon les propos d'Ahmed Jarba, président de la Coalition nationale syrienne depuis juillet 2013, il n'en reste pas moins que le rêve du Grand Kurdistan à cheval sur quatre pays commence lentement à prendre forme.

Florence Deliancourt

Biographie des intervenants



Thomas Gomart

Directeur du développement stratégique et directeur du centre Russie/NEI de l'Ifri. Son parcours universitaire et professionnel l'a conduit à acquérir une expertise sur l'espace post-soviétique. Comme Lavoisier Fellow à l'Institut d'Etat des relations internationales (Université-MGIMO - Moscou), Visiting Fellow à l'Institut d'études de sécurité (Union européenne - Paris) et Marie Curie Fellow au Department of War Studies (King's College - Londres), il a acquis une expérience diversifiée et internationale. Il publie son prochain livre avec A. Dellecker: *Russian Energy Security and Foreign Policy* (2011). Il est docteur en histoire des relations internationales (Paris I Panthéon-Sorbonne) et est diplômé EMBA (HEC).



François Zabbal

Après une thèse de doctorat soutenue à Paris en 1972, il enseigne la philosophie à l'université Libanaise (Beyrouth) pendant douze ans. Contraint de s'exiler en 1984, il s'installe à Paris où il défend en 1985 une thèse d'État en Islamologie. Il est engagé en 1986 à l'Institut du monde arabe où il est chargé des programmes de conférences et de colloques. Il a publié *La Constitution du Livre arabe au IIe siècle de l'hégire* (Beyrouth, 1978) et a co-dirigé plusieurs ouvrages dont *Histoire de l'Andalousie. Mémoire et enjeux*, éd. L'Archange Minotaure, 2004). Il a traduit en français huit romans arabes, notamment *Les Seigneurs de la nuit* de Salim Barakat, *La Naphtaline* d'Alia Mamdouh et *L'Herbe de la nuit* d'Ibrahim al-Koni. Il a dirigé une collection d'essais chez Albin Michel où il a traduit de l'anglais *La Cité vertueuse d'Alfarabi, la formation de la philosophie*

politique en Islam, par Muhsin Mahdi. Il est, depuis 1996, rédacteur en chef du magazine *Qantara*.



Dorothee Schmid

Responsable du programme Turquie contemporaine de l'Ifri. Diplômée de Sciences Po Paris, Docteur en Sciences politiques de l'Université de Paris- II Panthéon-Assas, Dorothee Schmid a intégré l'équipe de l'Ifri en 2002 pour y suivre les politiques européennes en Méditerranée et au Moyen-Orient, et fonder en 2008 le programme Turquie contemporaine. Avant de se consacrer à la recherche, Dorothee Schmid a travaillé comme analyste risque-pays au Crédit agricole Indosuez, puis comme chargée de mission Euromed pour Cités Unies France (CUF). Elle a effectué de nombreuses missions de consultance pour des institutions publiques (Commission européenne, Ministère de l'Economie, Ministère des Affaires étrangères) ainsi que pour des ONG ou des entreprises privées. Elle a publié avec le think tank turc EDAM deux rapports sur les relations franco-turques (*The Franco-Turkish Relationship in turmoil*, 2007, et *Les élites françaises et la Turquie : une relation dans l'attente*, 2010), et dirigé l'ouvrage *La Turquie au Moyen-Orient : le retour d'une puissance régionale ?* (Presses du CNRS, 2011).



Bernard Kouchner

Bernard Kouchner, né le 1er novembre 1939 à Avignon, est un médecin humanitaire (gastro-entérologue) et homme politique français, cofondateur de Médecins sans frontières et de Médecins du monde, ministre de gouvernements de gauche et de droite,

haut représentant du secrétariat général de l'ONU au Kosovo. Médecin de formation, Bernard Kouchner a connu une vie militante, qui l'a conduit à adhérer à l'Union des étudiants communistes, au début des années 1960, au PS, au PRG, puis à nouveau au Parti socialiste avant de devenir ministre de Nicolas Sarkozy, ce qui entraîne son exclusion de ce parti. Il est également connu comme militant de l'action humanitaire et du droit d'ingérence.

Il a été secrétaire d'État et ministre chargé de l'action humanitaire ou de la santé sous les gouvernements socialistes de Michel Rocard, Pierre Bérégovoy, Édith Cresson et Lionel Jospin. Depuis le 18 mai 2007, il est ministre des Affaires étrangères et européennes dans le gouvernement François Fillon (reconduit dans le gouvernement Fillon II, le 19 juin 2007).



Jean-Christophe Ploquin

Après avoir occupé successivement le poste de chargé du Moyen-Orient puis de l'Union Européenne pendant dix ans au sein du journal La Croix, Jean-

Christophe Ploquin est devenu chef du service international puis chef du service Monde du quotidien depuis 2001.

Il fut notamment élève de l'IHEDN (58e) et membre du comité éditorial de la revue Confluences Méditerranée.



Kadri Gürsel

Kadri Gürsel est chroniqueur au grand quotidien turc libéral *Milliyet* depuis 2007. Ses principaux sujets d'intérêt sont la politique étrangère Turque, les relations turco-européennes, l'évolution de l'Islam politique en Turquie ainsi que ses interactions avec la région et finalement la question Kurde. Dans le journalisme depuis 26 ans, Kadri Gürsel a été reporter et éditeur de desk étranger dans divers hebdomadaires et quotidiens. Il a été éditeur du desk étranger du quotidien *Milliyet* pendant 9 ans avant de devenir chroniqueur. Avant de rejoindre le

groupe *Milliyet* il a été pendant 5 ans correspondant de l'AFP basé à Istanbul.



Michiel Leezenberg

Michiel Leezenberg enseigne au Département de Philosophie et participe au programme Master des Arts, *l'Islam dans le Monde moderne* à l'université d'Amsterdam.

Auparavant, il était chercheur à l'*International Institute for the study of Islam in the Modern World* (ISIM) et à Netherlands Institute for Advanced Study (NIAS). Pendant les années 1990, il a dirigé de vastes recherches de terrain au Kurdistan. Il a publié abondamment sur les tendances culturelles, économiques et sociétales du Kurdistan ainsi que sur l'histoire intellectuelle du monde islamique moderne.



Abbas Vali

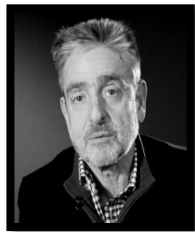
Abbas Vali est professeur de sciences politiques et sociales ainsi que des études modernes Moyen-orientales au Département de Sociologie à l'Université

Bogazici, Istanbul. Auparavant, il a enseigné la théorie politique et études modernes moyen-orientales au Département de sciences politiques et relations Internationales à l'Université de Wales Swansea, Royaume-Uni, avant de déménager à Erbil, dans le Kurdistan irakien, en tant que premier vice-chancelier de l'Université du Kurdistan Hawler de 2006 à 2008. Ses écrits comprennent *Pre-Capitalist Iran: A theoretical History* (I.B. Tauris, 1993), *Essays on the Origins of Kurdish Nationalism* (Mazda 2003), *Kurds and the State in Iran: The Making of Kurdish Identity* (I. B. Tauris 2011), *Modernity and the Stateless: The Kurds in the Islamic Republic of Iran* (I. B. Tauris 2012) and *Plotting the Nation in Exile: The Forgotten Years of Kurdish Nationalism in Iran* (Avesta forthcoming 2013)



Clément Therme

Clément Therme est chercheur postdoctorant à la Faculté de théologie de l'Université de Genève. Membre associé du Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centrasiatiques (CETOBAC) et du Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques (CADIS) de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), il est docteur en Histoire internationale de l'IHEID et docteur en sociologie de l'EHESS. Il est l'auteur de *Les relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979* (PUF, 2012) et le co-directeur de l'ouvrage *Iran and the Challenges of the Twenty-First Century* (Mazda Publishers, 2013).



Marc Semo

Rédacteur en chef "monde" au quotidien *Libération*, Marc Semo a ces dernières années en tant que grand reporter consacré de nombreuses enquêtes à la Turquie ainsi qu'un livre *La révolution du Bosphore* (éditions du cygne, 2009). Historien de formation il a été notamment correspondant à Rome puis a couvert l'Europe de l'est après la chute du mur et les Balkans ainsi que les guerres dans l'ex Yougoslavie.



Arthur Quesnay

Arthur Quesnay est doctorant en science politique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et boursier de l'IFPO (Institut français du proche orient). Ses recherches portent sur la construction des conflits communautaires dans le nord de l'Irak depuis 2003. Il a également travaillé sur les dynamiques sociales de l'insurrection libyenne de 2011. Ses dernières recherches portent sur l'insurrection syrienne auprès de laquelle il s'est rendu à deux reprises.



Denise Natali

Denise Natali est directrice de recherche à l'Institut national d'études stratégiques de la National Defense où elle se concentre sur l'Irak, la sécurité énergétique et la question kurde. Au cours des deux dernières décennies, elle a voyagé, vécu et travaillé dans les régions kurdes d'Irak, de Turquie, d'Iran et de Syrie et est l'auteur de nombreuses publications sur les enjeux politiques, économiques et identitaires kurdes telles que *The Kurdish Quasi-State: Development and Dependency in Post-Gulf War Iraq* (Syracuse University Press, 2010) and *The Kurds and the State: Evolving National Identity in Iraq, Turkey and Iran* (Syracuse University Press, 2005), qualifié d'ouvrage universitaire exceptionnel par la revue *Choice* (2006).



Gareth Winrow

Garreth Winrow est analyste de recherche indépendant et consultant basé à Oxford. Il est aussi actuellement tuteur à temps partiel à l'Université d'Oxford. Il a travaillé en Turquie pendant vingt ans où il était professeur au Département des Relations Internationales à l'Université Bilgi d'Istanbul. Bénéficiaire de deux postes d'enseignant-chercheur à l'OTAN et à la US Institute of Peace, il a travaillé comme consultant pour Eurasia Group et Sidar Global Advisors, est membre de la Chatham House et siège au comité de rédaction de la revue *Etudes turques*. Il a publié de nombreux de nombreux articles sur la politique étrangère de la Turquie, sur l'énergie et sur les questions de sécurité régionale dans les régions du Moyen-Orient, du Golfe et de la mer Noire.



Ofra Bengio

Ofra Bengio est directrice de recherche au Centre Moshe Dayan pour le département Moyen-Orient et Afrique à l'Université de Tel Aviv. Elle est responsable du programme kurde au Centre Moshe Dayan. Elle

s'est spécialisée dans l'histoire du Moyen-Orient, la politique moderne et contemporaine de l'Irak ainsi que la Turquie et les Kurdes. Ses publications les plus importantes comprennent *La revolte kurde en Irak* (1989, en hébreu); *La parole de Saddam* (1998); *Les poèmes d'amour et de vin d'Abu Nawas* (1999, en hébreu); Editeur, *Minorities and the State in the Arab World* (1999); Editeur, *Femmes au Moyen-Orient, entre tradition et changement* (1999, en hébreu); *The Turkish-Israeli Relationship: Changing Ties of Middle Eastern Outsider*; (with Shmuel Regolant), Mahmoud Darwish: *Like Almond Flowers or Further* (2008, in Hebrew), Nazim Hikmet: *Blue-eyed Giant* (2009); Co-Editor (with Meir Litvak), *The Sunna and Shi'a in History: Division and Ecumenism in the Muslim Middle East* (2012); et plus récemment, *The Kurds of Iraq: Building a State within a State* (2012). Elle a également publié plus d'une centaine d'articles et essais dans des revues et ouvrages collectifs.



Falah Mustafa Bakir

Chef du département des Relations extérieures du Gouvernement régional du Kurdistan irakien et ministre depuis septembre 2006. Né à Erbil, M. Bakir a été délégué des relations publiques du Parti démocratique du Kurdistan de 1996 à 1999 et ministre adjoint de l'Agriculture de 1999 à 2002. Il était le conseiller principal du Premier Ministre Nechirvan Barzani avant d'assumer la fonction de ministre d'Etat entre 2002 et 2004. Chargé de mettre en place le ministère des Affaires étrangères du GRK en 2006, M. Bakir a été en charge des 5^e, 6^e et 7^e cabinet.

En partenariat avec

